

AMIT BAKHITIA (ANALYSTE FINANCIER):

«Le fret sur le plan mondial a chuté de manière significative»

Vingt-cinq millions de tonnes de céréales accumulées en Ukraine vont désormais pouvoir être exportées avec l'accord signé par l'Ukraine et la Russie. Ce qui devrait apporter un grand soulagement au niveau des prix sur le plan mondial. Quand peut-on espérer que Maurice commencera à profiter de cette baisse des prix ?

Chez Anneau, nous pensons que l'impact sur les prix se fera déjà sentir avec les nouvelles importations et avant les trois à six prochains mois. Il est essentiel de comprendre que les marchés de capitaux, y compris les marchés de matières premières, dirigent et prédisent l'économie. Le pic des prix sur le marché mondial des matières premières a été atteint le 16 mai. Depuis cette date, l'indice S&P 500 (SP500) s'est affaibli d'environ 20%. Par conséquent, à l'heure actuelle, l'impact des prix relativement faibles des importations devrait déjà se faire sentir sur l'économie.

Pour étayer notre argumentation en faveur de prix plus compétitifs à l'approche de ce troisième trimestre, même les prix mondiaux du fret ont baissé de manière significative, en ligne avec la récession américaine. Ainsi, l'indice *Freight Baltic* (indice mesurant le prix du transport par conteneurs) a chuté d'environ 40% d'un sommet de 11 109 (le 10 septembre 2021) à USD 6 414 (le vendredi 29 juillet 2022).

Ainsi, avec les prix des céréales, des matières premières et du fret qui s'affaiblissent respectivement de 20% et 43%, l'impact sur les prix des supermarchés locaux aurait déjà dû se faire sentir, si nous avions aussi bien géré notre devise. Car depuis le début de l'année, notre monnaie a encore perdu 9% face au dollar américain.

Depuis 2010, on parle d'une dévaluation de notre monnaie vis-à-vis du dollar américain de l'ordre de 60%. C'est incroyable ! Ce qui fait que cela est incompressible par la majorité du peuple !

Comment s'assurer que les importateurs à Maurice reviennent les prix proportionnellement à la baisse dont ils bénéficient tant au niveau du coût des produits que du coût du fret ?

Il existe divers outils utilisés pour le contrôle des prix dans une économie, à savoir, entre autres, la réglementation du taux de rendement « du coût du service », la réglementation planifiée des prix ; la réglementation par plafonnement des revenus et l'analyse comparative ou réglementation par références.

Les ministères et régulateurs concernés doivent décider lesquels - un et/ou une combinaison de tous peuvent être utilisés, intelligemment - seront efficaces et correspondront avec la réalité socio-économique mauricienne.

Efficacité de la mise en œuvre de ces outils dépend surtout du suivi - par régulation - de la tarification de tous les acteurs du marché, ce qui est un autre défi sans grande, surtout maintenant avec la technologie. C'est aussi une question d'adaptation constante du cadre réglementaire à l'évolution de la dynamique du marché et de la technologie.

L'accord a été signé pour quatre mois. Est-ce suffisant pour que Maurice puisse



bénéficier d'une baisse des prix ?

Oui. Compte tenu du conflit non résolu, il est normalisable qu'il n'y puisse pas s'engager pour de plus longues périodes, contractuellement. Plus la nature des maîtres ultimes en matière de production agricole prime tout le reste. Une normalisation de la chaîne d'approvisionnement et une offre excédentaire - car la destruction de la demande ralentit la consommation - jouent également le jeu, ce qui devrait contenir les pressions sur les prix au cours de ce second semestre.

Un tel accord est inédit entre le gouvernement. Le secrétaire général de l'ONU a félicité les deux pays concernés. Mais l'Ukraine demeure méfiante. Son ministre des Affaires étrangères l'a dit : « Nous avons confiance en l'ONU (...), en le secrétaire général qui investit sa réputation et sa capacité à faire en sorte que cet accord fonctionne ». L'ONU a rompu pas comme elle avait rompu plusieurs autres accords... C'est un accord qui reste donc fragile...

Tous les maîtres du monde fragiles par construction juridique et morale. Il est dans l'intérêt socio-économique des deux pays de maintenir les exportations et d'éviter les surabondances d'approvisionnement. Comme mentionnés plus tôt, nous pensons que les prix ont amplement la possibilité de rester généralement faibles dans un avenir prévisible.

En dehors de cet accord, prévoyez-vous donc une baisse des prix pour d'autres produits comme cela a été le cas pour le baril du pétrole, suite à des craintes de récession ?

À l'exception de certains métaux précieux et minéraux (en particulier utilisés pour les terres), nous nous attendons à une baisse importante des prix des matières premières mondiales au cours des prochains mois. Nous avons été, en toute humilité, raisonnablement loquaces sur ces perspectives depuis le deuxième trimestre de cette année et jusqu'à présent, heureusement, du bon côté des prévisions.

Si l'accord entre la Russie et l'Ukraine fonctionne et se prolonge, peut-on espérer voir un coût de la vie comparable à la période d'avant le Covid ?

Parmi d'autres facteurs positifs affectant les prix, oui, évidemment sur une base conjuguée.

Le mot de la fin...

Alors que les perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale se normalisent désormais, les prix mondiaux des matières premières devraient également être plus compétitifs. Celles-ci sont toujours de nature fondamentalement volatile et le resteront à long terme. Cependant, notre gestion de la valeur et du prix de notre devise, en particulier par rapport à ceux de nos principaux partenaires commerciaux, nous place dans une position de compétitivité de notre économie et du pouvoir d'achat de notre peuple.

Le principal coupable de l'approvisionnement de notre peuple est l'inflation, principalement importée - à la suite d'une dévaluation soutenue, plus accélérée, de notre monnaie et, depuis 2020, d'une politique monétaire inadéquate.

TIRS CROISÉS | Reprise des exportations en

Vers une baisse des

Alors que les exportations reprennent en Ukraine - un cargo chargé de céréales vient de quitter Odessa - grâce à l'accord signé par ce pays et la Russie, peut-on espérer un répit concernant l'inflation à Maurice ? Connaîtrons-nous bientôt une baisse des prix de la farine, du pain ou encore de l'huile ? L'effet sera-t-il immédiat ou alors l'accord est-il trop beau pour durer ?

Amit Bakhit, analyste financier et CEO d'Anneau, avance qu'en dehors de cet accord, le pic des prix sur le marché mondial des matières premières a été atteint le 16 mai et « à l'heure actuelle, l'impact des prix relativement faibles des importations devrait déjà se faire sentir sur l'ensemble de l'économie ». Il ajoute que même les prix mondiaux du fret ont chuté de manière significative, en lien avec la récession américaine. « L'indice *Freight Baltic* (indice mesurant le prix du transport par conteneurs) a chuté d'environ 43%, d'un sommet de USD 11 109 (le 10 septembre 2021) à USD 6 414 (le vendredi 29 juillet 2022) ». Ce qui l'amène à dire que « l'impact sur les prix des supermarchés locaux aurait

déjà dû se faire sentir, si nous avions aussi bien géré notre devise ».

Sutthudeo Tengur, président de l'APEC (Association pour la protection de l'environnement et des consommateurs), estime qu'il est encore trop tôt pour afficher un air de triomphalisme. « Il y aura certainement un impact sur les prix mais tant que la situation en Ukraine ne se décatte pas, il est extrêmement difficile de faire des prévisions. » Il s'appuie sur le fait que cette reprise des exportations sera bénéfique pour l'Ukraine. Et de se demander ainsi si Vladimir Poutine accordera du répit à l'Ukraine. « Il va tout faire pour mettre ce pays à genoux et le conquérir. » En revanche, dit-il, « une baisse du prix du carburant pourra être envisagée par l'Etat ».

Rajen Narsinghan, ancien représentant du commerce international à l'OMC (Genève), se montre assez sceptique. « Ce sont les pays riches qui vont s'approvisionner. Pendant ce temps-là, on a vu vraiment cette guerre pour avoir des masques, etc. Cela nous montre que finalement tous les grands idéaux,

SUTTHUDEO TENGUR (APEC):

«Encore trop tôt pour afficher

Quelque vingt-cinq millions de tonnes de céréales accumulées en Ukraine vont désormais pouvoir être exportées avec l'accord signé par l'Ukraine et la Russie avec la Turquie l'ONU. Ce qui devrait apporter un grand soulagement au niveau des prix sur le plan mondial. Quand peut-on espérer que Maurice puisse profiter de cette baisse des prix ?

C'est une situation très complexe qui ne desine dans le sillage de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et dont les effets touchent chaque coin du globe. L'économie mondiale est ébranlée par l'inflation qui atteint des sommets incroyables. L'inflation aux États-Unis a touché la barre de 9,1% fin juin dernier. Et, selon les dernières prévisions mondiales du Fonds monétaire international, la situation va s'aggraver davantage.

L'institution de Bretton Woods estime que les trois leaders économiques mondiaux, à savoir les États-Unis, l'Europe occidentale et la Chine vont enregistrer des baisses consécutives de leur croissance économique. En Europe, la croissance va chuter de 2,3% cette année pour atteindre 1%



va débloquer une situation de risque de famine dans certains pays dont l'Afrique. La Russie ne veut pas en assumer seule la responsabilité. Cet accord est de courte durée et l'approvisionnement de 25 millions de tonnes de céréales va certainement stabiliser le commerce mondial en matière céréalière. Il y aura certainement un impact sur les prix mais tant que la situation en Ukraine ne se décatte pas, il est extrêmement difficile de faire des prévisions.

Comment s'assurer que les importateurs à Maurice reviennent les prix proportionnellement à la baisse dont ils bénéficient tant au niveau du coût des produits qu'au niveau du fret ?

S'il y a effectivement une baisse des prix au niveau mondial avec l'entrée des 25 millions de tonnes sur le marché mondial, nous en bénéficierons certainement dans dans quelle mesure ? C'est encore très difficile d'établir un prix quelconque car il ne faut pas oublier que ces matières premières sont restées pendant longtemps en stockage et les importateurs vont continuer à percuter sur les prix de vente.



en 2023. En Chine, avec les confinements et la crise immobilière, la croissance sera de seulement 3,3% cette année alors que dans la zone euro, la croissance va chuter de 2,6% cette année à 1,2% en 2023. Ce sont les effets combinés de la pandémie et de la crise russo-ukrainienne. Et ce conflit va perdurer jusqu'à l'abaissement du niveau du dollar américain. Tout ce qui veut recréer l'Union soviétique de l'époque. Voilà en tout de fond le contexte dans lequel nous allons évoluer et survivre.

Ukraine

Propos recueillis par Sharon LEUNG-AH FAT

prix pour Maurice ?

c'est pour la galerie, sur le papier. Et que dans le concret, les pays les plus fortunés s'approvisionnent alors que les pays pauvres et en voie de développement ont des difficultés... Il espère néanmoins que Maurice saura user intelligemment de sa diplomatie, surtout

que « pour le moment, la diplomatie mauricienne chancelle, navigue dans des eaux troubles ». Pour lui, donc, il ne faut donc pas trop crier victoire et croire que tout retournera à la normale. « De plus, il ne s'agit que de certains produits. »



un certain triomphalisme»

L'accord a été signé pour quatre mois. Est-ce suffisant pour que Maurice puisse bénéficier d'une baisse au niveau des prix ?

C'est, en effet, une très courte période. Si l'Ukraine, qui avant le conflit se positionnait comme le deuxième producteur mondial, peut mettre davantage de produits outre les 25 millions de tonnes, cela peut à terme avoir un impact positif sur le coût et les prix pour les pays bénéficiaires dont l'île Maurice. Mais il est encore trop tôt pour afficher un certain air de triomphalisme.

Un tel accord est inédit entre pays en guerre. Le secrétaire général de l'ONU a félicité les deux pays concernés. Mais, l'Ukraine demeure méfiante. Son ministre des Affaires étrangères a dit : « Nous avons confiance en l'ONU, (...) en le secrétaire général qui investit sa réputation et sa capacité à faire en sorte que cet accord fonctionne et que la Russie ne le rompe pas comme elle avait rompu plusieurs autres accords. » C'est un accord qui reste fragile...

Bien fragile même car la durée de cet accord dépendra

de nous une large mesure des sautes d'humeur de Poutine. Rappelez-vous qu'un lendemain de la signature de cet accord, il y a eu un bombardement russe dans le port dans la Mer Noire où des bateaux devraient lever l'ancre. Et cela avait causé pas mal de remous et de frayer au point où l'on se posait de questions sur l'intention réelle du pèdre de Kremenlin.

Il ne faut pas, non plus, perdre de vue que cette vente des céréales ukrainiennes sur le marché mondial permettra de consolider l'économie de ce pays, dévasté par la Russie. Est-ce, ce que vous croyez que Poutine donnera du répit à l'Ukraine ? Il va tout faire pour mettre ce pays à genoux et le conquérir.

En dehors de cet accord, prévoyez-vous une baisse d'autres produits comme cela a été le cas pour le baril du pétrole suite à des craintes de récession ? Il va tout faire pour mettre ce pays à genoux et le conquérir. Pour ce qui est du pétrole, le marché est encore volatilité et le baril étalé c'est vendredi dernier à USD 96 USD. Les prévisions étaient que le prix allait se raffermir pour atteindre les USD 100. Donc, s'il n'y a pas de flambée avec les soubresauts d'une récession, les répercussions seraient favorables

pour l'île Maurice. Une baisse du prix du carburant dans ce cas de figure pourra être envisagée par l'État.

Je vous rappelle aussi que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) devait se rencontrer ce 3 août avec une possibilité d'augmenter la production pétrolière à la suite de la visite de Biden en Arabie saoudite. Si l'OPEP va dans cette direction, il y a de fortes chances d'une reprise économique au niveau mondial. Mais, au cas contraire...

Si l'accord entre la Russie et l'Ukraine fonctionne et se prolonge, peut-on espérer voir un coût de la vie comparable à la période d'avant le Covid ?

C'est peut-être un rêve que tout le monde souhaiterait voir se réaliser. Mais hélas, la réalité brutale est totalement différente. Nous n'avons pas encore fini avec la pandémie de Covid-19. La Chine est de nouveau en confinement et les effets du Covid sont encore présents à Maurice comme ailleurs. Et maintenant, il y a l'invasion russe en Ukraine. Cette guerre ne finira pas dans quelques mois, voire des années. Est-ce qu'une guerre nucléaire se profile à l'horizon ?

RAJEN NARSINGHEN (EX-REPRÉSENTANT DE L'OMC):

« Il ne faut pas trop vite crier victoire »

Quelque vingt-cinq millions de tonnes de céréales accumulées en Ukraine vont désormais pouvoir être exportées avec l'accord signé par l'Ukraine et la Russie. Ce qui devrait apporter un grand soulagement au niveau des prix sur le plan mondial. Quand peut-on espérer que Maurice commencera à profiter de cette baisse des prix ?

L'initiative du secrétaire de l'ONU est louable. De l'autre côté, je reste très sceptique. En termes de droit international, en temps normal, déjà, un traité peut être dénoncé. C'est ce qu'on appelle *Soft Law*. Si le pays ne respecte pas une loi, il est difficile d'avoir un *enforcement*. Maintenant, en temps de guerre, du fait que chaque pays est souverain, il y aura mille prétextes pour la Russie, l'État qui agresse par rapport à l'Ukraine.

Concernant les produits alimentaires, si jamais on les attaque, il n'y a pas de traité comme tel qui traite de ce problème. Si cela marche, tant mieux. Mais, il convient de relever que c'est un accord pour seulement quatre mois. En termes de logistique, de camion, d'avion, de bateau, ils n'ont que quatre mois pour organiser le voyage des produits. Pour qu'un accord aille sur quatre mois ? Même si c'est mieux que rien.

Mais, finalement, ce sont les pays riches qui vont s'approvisionner. Pendant le Covid-19, on a vu vraiment cette guerre pour avoir des masques, etc. Cela nous montre que finalement tous les grands idéaux, c'est pour la galerie, sur le papier. Et que dans le concret, les pays les plus fortunés s'approvisionnent alors que les pays pauvres et en voie de développement ont des difficultés.

Pensez-vous que Maurice pourra bénéficier d'une éventuelle baisse des prix concernant ces produits ?

Sur une période de quatre mois, je pense que Maurice ne va pas en bénéficier dans un premier temps. À moins que l'accord dure. Espérons que Maurice se servira de sa diplomatie. Pour le moment, la diplomatie mauricienne ne marche pas trop. La diplomatie mauricienne a toujours été caractérisée par une certaine neutralité et là, c'est né plus le cas. Il fallait, comme dans le passé, bon gré mal gré, préserver une certaine neutralité.

Mais, avec notre diplomatie qui chancelle, qui navigue dans des eaux troubles, il faut faire attention. Est-ce que notre diplomatie sera suffisamment intelligente pour se positionner et qu'on puisse bénéficier de ces produits ? Il ne faut donc pas trop crier victoire et croire que tout retournera à la normale. De plus, il ne s'agit que de certains produits.

En dehors de cet accord, prévoyez-vous une baisse des prix pour d'autres produits comme cela a été le cas pour le baril du pétrole, suite à des craintes de récession ?

Tout dépend du ministère du Commerce. Il faut d'abord si on veut rester les bras croisés en invoquant les règles de l'OMC. En temps de crise, les investissements rapportent à peine dans les banques alors qu'on fixe un rendement de 25%. C'est très dérivé. De plus, il faut contrôler beaucoup plus de produits car même la classe au bas de l'échelle ne

consomme pas que l'huile, la farine et le riz. Il faut aussi que la qualité des produits soit vérifiée. Par exemple, concernant l'huile de la SVC, a-t-on vérifié si c'est l'huile de palme ? Est-ce que le produit a été vérifié par le MSD ? On entend jamais le MSD venir dire qu'il y a tel problème avec tel produit qui ne respecte pas les normes sanitaires. Il n'y a pas de transparence.

Le problème, c'est qu'il n'y a pas de mécanisme pour vérifier si on respecte ce *mark-up*. Il y a des explications qui ne tiennent pas la route. Pour

qu'il le riz qui vient de l'Inde, du Pakistan, de la Thaïlande a accusé d'autant de hausses ? Il y a eu baisse sur le prix du pétrole mais cela ne s'est pas répercuté ni sur les carburants ni sur le fret. La population souffre car la hausse des prix des carburants entraîne une cascade d'augmentations.

Si l'accord marche, comment s'assurer que les importateurs à Maurice revoient les prix proportionnellement à la baisse dont ils bénéficient tant au niveau du coût des produits qu'au niveau du fret ?

Le ministère du Commerce n'a pas suffisamment travaillé pour faire des investigations et surfacturations. Il y a un manque de personnel pour exercer un contrôle. En temps de guerre, on invoque souvent l'accord de l'OMC pour ne pas pouvoir intervenir ou cela pour contrôler les prix. Mais, c'est faux parce que l'accord de l'OMC permet des dérogations en cas de force majeure comme la guerre pour contourner les règles de l'OMC. Je ne comprends donc pas pourquoi le gouvernement essaie de dire qu'on ne peut faire cela à cause des règles de l'OMC.

Qu'aurait-on pu faire, par exemple ?

Il faut un contrôle des prix, pas seulement sur quelques produits de base, il y a beaucoup de commerçants qui profitent de la situation en ce moment. Les prix baissent sur le plan international. Quand il y a hausse des prix au niveau international, cela se répercute sur les consommateurs - le gouvernement profite de la manne de la TVA, mais on ne voit jamais de baisse. C'est dommage !

En temps de crise, le gouvernement devrait, au lieu d'inverser dans des projets familiaux, subventions aux entreprises, etc., faire une contre-déclaration des déclarations du ministère des Finances qui soutient que les paramètres sont bons, que la dette publique baisse alors que de l'autre côté on enlève les subventions.

Quel rôle a l'OMC dans une telle crise ?

L'OMC a perdu sa crédibilité et est devenue une *talk shop* de l'ONU. Même les grandes puissances ne respectent pas les accords. La Russie, grande puissance, a neutralisé l'Europe avec sa menace nucléaire. Tous ces pays de l'Ouest réalisent que malgré toutes les dépenses, ils ne peuvent faire ce qu'ils veulent. Je sais donc cet accord mais il faut faire beaucoup de choses. On ne respecte pas, personne ne pourra prendre des sanctions.